

FONCTIONNEMENT DU MINISTÈRE – AVIS DE CONCOURS

Administration centrale

Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle

Gestion des ressources humaines

Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DU DIALOGUE SOCIAL

Convention de gestion et de délégation de gestion du 3 janvier 2013 entre le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (MTEFPDS) et les ministères économique et financier (MEF) relative à la répartition des compétences en matière de gestion des ressources humaines entre les parties prenantes concernant la DGEFP

NOR : ETSO1381297X

(Texte non paru au *Journal officiel*)

Entre :

Le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (MTEFPDS), représenté par M. Denis Morin, secrétaire général des ministères chargés des affaires sociales, d'une part,

Et :

Les ministères économique et financier (MEF), représentés par M. Dominique Lamiot, secrétaire général des ministères économique et financier (MEF), d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) est placée sous l'autorité du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, en application du décret n° 2012-774 du 24 mai 2012.

La présente convention a pour objet :

- de préciser la répartition des compétences en matière de gestion des ressources humaines entre les parties prenantes ;
- de définir les modalités de gestion des personnels appartenant à des corps gérés par les ministères économique et financier (MEF) en poste à la DGEFP et dans les structures qui lui sont associées, ou qui pourraient y être affectés dans le cadre de la mobilité ;
- de déterminer les modalités d'organisation de la gestion de proximité, de la formation continue, de la médecine statutaire, de la médecine de prévention et de l'action sociale de ces agents.

PREMIÈRE PARTIE

Gestion des personnels des MEF en poste à la DGEFP et dans les structures associées

Article 1^{er}

Périmètre de la convention de gestion

La présente convention porte sur la gestion des personnels administratifs et techniques titulaires relevant de corps gérés par les MEF en fonction à la DGEFP et dans les structures associées.

Ces structures associées à la DGEFP, qui relèvent en gestion de la direction de l'administration générale et de la modernisation des services (DAGEMO) du MTEFPDS à compter du 1^{er} janvier 2013, sont les suivantes :

- le Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie (CNFPTLV) ;
- la Commission nationale de la certification professionnelle (CNCP) ;
- le Conseil national des missions locales (CNML) ;
- la délégation interministérielle à l'orientation (DIO) ;
- l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI).

Article 2

Gestion des personnels visés par la présente convention

La gestion statutaire des personnels administratifs et techniques titulaires relevant de corps gérés par les MEF en fonction à la DGEFP et dans les structures associées est assurée par les MEF.

Ces personnels sont placés en position normale d'activité (PNA).

Leur gestion administrative (hors gestion statutaire), leur paye et leur gestion de proximité relèvent du MTEFPDS.

2.1. Emplois de chefs de mission

Les agents des MEF détachés, avant l'entrée en vigueur de la présente convention, dans des emplois de chef de mission seront détachés dans des emplois de conseiller d'administration des affaires sociales.

La liste des emplois éligibles figurant dans un arrêté pris par les ministères sociaux intégrera les fonctions occupées par les agents actuellement en poste à la DGEFP.

2.2. Avancements et promotions

Les règles et modalités d'avancement de grade et de promotion de corps relèvent de la responsabilité de la direction des ressources humaines (DRH) du secrétariat général des MEF.

Les taux et volumes de promotions sont établis par la DRH du secrétariat général des MEF et tiennent compte des besoins de requalification issus de l'évolution des métiers.

La DRH du secrétariat général des MEF se consulte avec la DAGEMO sur les projets de mesures ou décisions susceptibles d'avoir une incidence financière sur le programme 155 « conception, gestion et évaluation des politiques du travail et de l'emploi ».

Les propositions concernant les avancements et les promotions sont établies conjointement par la DAGEMO et la DGEFP en prenant en compte les critères de gestion des corps concernés et transmises à la DRH du secrétariat général des MEF après saisine de cette dernière.

2.3. Mobilité

Les agents visés par la présente convention accèdent aux forums de mobilité et aux mouvements des MEF. Les MEF garantissent un accès individuel à l'intranet Alizé afin de pouvoir consulter les postes vacants dans les ministères économique et financier. Ils peuvent également postuler et accéder à des postes vacants du MTEFPDS.

L'accueil sur un poste vacant du MTEFPDS, hors DGEFP et ses structures associées, se fera dans l'une des positions autorisées par leur statut et emportera sortie du cadre et des conditions de la présente convention.

2.4. Recrutements de nouveaux personnels MEF

Dans le cadre de son plafond d'emploi (ou de son effectif de référence selon la terminologie et la définition utilisées au sein du MTEFPDS), la DGEFP et ses structures associées peuvent recourir, pour pourvoir aux postes vacants, à de nouveaux personnels originaires des MEF.

Les fiches de poste correspondant aux postes vacants de la DGEFP et de ses structures associées sont publiées simultanément sur l'intranet du MTEFPDS (dénommé MINTRANET) et sur l'intranet des MEF (dénommé Alizé).

Les lauréats des concours organisés par les MEF à compter du 1^{er} janvier 2013 ne peuvent pas être affectés au sein de la DGEFP. Seuls les lauréats des concours organisés par (ou pour) les ministères sociaux peuvent y être affectés.

2.5. Régime indemnitaire

Les primes et indemnités des personnels visés par la présente convention évoluent conformément aux principes, modalités, barèmes et calendrier applicables aux corps et à l'emploi de chef de mission des MEF.

Le principe de non-modulation des primes des agents des corps non modulés gérés par les MEF est maintenu.

Pour les corps présentant une modulation des primes, les propositions de modulation et leur harmonisation pour chaque corps relèvent conjointement de la DGEFP et de la DAGEMO.

S'agissant des mesures catégorielles, la DRH du secrétariat général des MEF :

- informe la DGEFP et la DAGEMO des décisions susceptibles d'avoir un impact financier ;
- leur communique l'évaluation financière correspondante pour leur permettre de les prendre en compte dans la programmation de l'enveloppe catégorielle annuelle inscrite sur le programme 155 « conception, gestion et évaluation des politiques du travail et de l'emploi ».

Les personnels relevant de la présente convention conservent le bénéfice de l'indemnité mensuelle de technicité (IMT) et le droit à complément de pension de retraite afférent. Les agents qui bénéficient d'une NBI en conservent le bénéfice.

2.6. Évaluation des agents

Les agents visés par la présente convention sont évalués conformément aux règles et calendrier en vigueur au sein des MEF.

La DRH du secrétariat général des MEF transmettra à la DAGEMO ainsi qu'à la DGEFP les circulaires d'application annuelles relatives aux campagnes d'entretien professionnel.

Les formulaires d'entretiens professionnels sont ceux utilisés par les MEF.

2.7. Médecine statutaire – gestion médicale

La gestion médicale des agents visés par la présente convention s'effectue conformément à la circulaire du 28 janvier 2009 relative à la mise en œuvre du décret du 18 avril 2008 organisant les conditions d'exercice des fonctions, en position d'activité dans les administrations de l'État.

Conformément à l'arrêté fixant la liste des actes délégués au MTEFPDS pour la gestion des fonctionnaires exerçant leurs fonctions en position normale d'activité au sein du MTEFPDS, les actes administratifs découlant de l'avis rendu par le comité médical ministériel ou la commission de réforme du MTEFPDS sont pris par le MTEFPDS qui en informe la DRH des ministères économique et financier.

2.8. Retraites

Les arrêtés de mise à la retraite ainsi que la préparation des dossiers de pension des agents visés par la présente convention sont établis par les ministères économique et financier après transmission de la demande par la DGEFP.

En cas de demande de prolongation d'activité, la DGEFP transmettra aux ministères économique et financier son avis sur l'intérêt pour le service de maintenir un agent au-delà de la limite d'âge.

Les ministères économique et financier assurent la transmission chaque année au service des retraites de l'État, à compter du 31 décembre 2012, des informations à porter au compte individuel de retraite tout au long de la carrière des agents visés par la présente convention.

Les ministères économique et financier assurent la transmission au service des retraites de l'État des éléments nécessaires à la prise en charge et au traitement des cas de cumul d'une pension de l'État avec une rémunération d'activité concernant les agents visés par la présente convention.

Les ministères économique et financier assurent la gestion des demandes de validation des services de non-titulaire des agents titularisés au plus tard le 31 décembre 2012 (1) et les rachats d'années d'études, ainsi que le calcul des estimations demandées par les agents visés à l'article 1^{er}.

2.9. Instances consultatives

Les agents visés par la présente convention continuent de relever des commissions administratives paritaires (CAP) présidées par la DRH du secrétariat général des MEF. Cette dernière communique en temps utile les dates de ces commissions à la DAGEMO ainsi qu'à la DGEFP.

Article 3

Gestion de proximité des agents

En application de la circulaire FP n° 2179 du 28 janvier 2009 relative à la mise en œuvre du décret n° 2008-370 du 18 avril 2008 organisant les conditions d'exercice des fonctions, en position d'activité, dans les administrations de l'État, les différents aspects concernant les conditions de travail relèvent de la responsabilité du MTEFPDS, ministère d'accueil.

Un arrêté fixe la liste des actes délégués au MTEFPDS pour la gestion des fonctionnaires exerçant leurs fonctions en position normale d'activité au sein du MTEFPDS.

Le MTEFPDS informe la DRH du secrétariat général des MEF et lui transmet toutes les demandes des agents affectant leur situation individuelle.

Article 4

Formation des personnels des MEF

Les personnels affectés à la DGEFP et dans ses structures associées, quel que soit leur statut, peuvent accéder aux formations dispensées par l'IGPDE dans les conditions fixées par une convention spécifique.

Pour les concours et examens professionnels relevant des corps des MEF pour lesquels l'IGPDE assure des préparations, les agents visés par la présente convention accèdent aux préparations dans les mêmes conditions que ceux affectés aux MEF.

Pour les autres concours et examens professionnels, l'accès aux préparations de l'IGPDE se fait dans les conditions offertes aux administrations hors MEF et fixées dans la convention spécifique précitée. Celle-ci intégrera le montant des préparations aux concours et aux examens professionnels pour déterminer les conditions de tarification préférentielle.

Les agents de la DGEFP accèdent aux formations contenues dans l'offre nationale de formation de l'INTEFP. De surcroît, chaque agent est éligible au catalogue du plan de formation de l'administration centrale géré par la DAGEMO (SDRH-RH1).

(1) Il ne sera plus possible de procéder aux validations de services de non-titulaire pour les agents titularisés à compter du 1^{er} janvier 2013. Ceux qui seront titularisés au plus tard le 31 décembre 2012, auront la faculté de demander une validation de services jusqu'au 31 décembre 2014 inclus.

Article 5

Action sociale des personnels des MEF

Les personnels appartenant à des corps gérés par les MEF et affectés à la DGEFP et dans ses structures associées bénéficient des prestations d'action sociale de leur ministère d'origine suivantes : logement, tourisme social, petite enfance, actions locales hors arbre de Noël.

Pour l'accès aux différentes prestations d'action sociale, les personnels concernés par la convention dépendent de la délégation départementale d'action sociale de leur lieu d'affectation.

Sauf pour la prestation interministérielle séjour d'enfants-colonies de vacances, le versement des prestations interministérielles est assuré directement par le MTEFPDS.

Les agents du MTEFPDS qui bénéficient d'une place en crèche de l'offre des MEF pourront continuer à en bénéficier.

Une évaluation du nombre et du montant des prestations servies sera effectuée dans le courant du dernier trimestre de la première année de mise en œuvre de la convention en vue de la mise en place d'un dispositif de remboursement.

Article 6

Service social des personnels des MEF

Les personnels des MEF ont accès au service social du personnel placé auprès du MTEFPDS et bénéficient des dispositifs de secours (aides et prêts) du MTEFPDS.

Article 7

La restauration collective

Pour tous les agents de la DGEFP et des structures associées, la restauration collective est gérée par le MTEFPDS.

Les conventions passées par les MEF sont reprises jusqu'à leurs termes par le MTEFPDS sur le fondement des contrats en cours à compter du 1^{er} janvier 2013.

Les conventions pourront être conclues pour une durée de trois ans sauf, dénonciation par l'une ou l'autre des parties, sous réserve d'un préavis de trois mois. La participation de l'administration à la prise en charge du coût des repas résulte de la politique d'action sociale conduite par le MTEFPDS.

Les personnels visés par la présente convention déjà titulaires d'une carte AGRAF pourront continuer à en bénéficier.

Article 8

Médecine de prévention

Le MTEFPDS, en tant que ministère employeur, prend en charge les prestations réglementaires dans les domaines de la santé, de la sécurité au travail et de la médecine de prévention des personnels des MEF.

Article 9

Agents handicapés

Les aménagements de poste et achats de matériels nécessaires aux agents handicapés visés par la présente convention relèvent du MTEFPDS.

Afin d'assurer la continuité de la prise en charge de l'aménagement des postes de travail des agents concernés, les équipements financés par les MEF avant la signature de la présente convention sont transférés à la DAGEMO à la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

La maintenance et les évolutions éventuelles de ces équipements relèvent du MTEFPDS.

Article 10

La cellule de soutien psychologique

Les personnels visés par la présente convention bénéficient de la même prestation que les agents du MTEFPDS.

Article 11

Traitement du contentieux

Conformément aux règles de la PNA, le contentieux né de recours postérieurs au 1^{er} janvier 2013 formés par les personnels des MEF affectés à la DGEFP et dans ses structures associées sera traité par la DRH du secrétariat général des MEF dès lors qu'il concerne la gestion statutaire de ces personnels hors les actes délégués au MTEFPDS en application de l'article 2 du décret n° 2008-370 du 18 avril 2008 précité.

Ce même contentieux sera traité par la DAGEMO, en lien avec le comptable assignataire, dès lors qu'il concerne la contestation de la liquidation de leur rémunération.

DEUXIÈME PARTIE

Dispositions transitoires concernant la gestion de la paye Délégation de gestion

Article 12

Convention de délégation de gestion

À titre transitoire, les services de la DRH du secrétariat général des MEF assurent, pour le compte du MTEFPDS, la préliquidation de la rémunération des agents affectés à la DGEFP et dans ses structures associées, quelle que soit leur origine administrative et au plus tard jusqu'au 31 mars 2013 (paye d'avril incluse).

La présente délégation de gestion est prise en application du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 et s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013.

Les crédits correspondants aux dépenses de personnel affectés à la DGEFP et dans ses structures associées à cette date sont imputés sur le programme 155 « conception, gestion et évaluation des politiques du travail et de l'emploi » et le code ministère 236.

Article 13

Suivi de l'exécution de la dépense

Pendant toute la durée de la présente convention de délégation de gestion constituant cette deuxième partie, des tableaux de bord communs sont échangés mensuellement entre la DRH du secrétariat général des MEF et la DAGEMO, dont l'objet est de permettre de suivre la consommation de la dépense en masse salariale et la consommation du plafond d'emploi.

TROISIÈME PARTIE

Durée, modification et dénonciation de la présente convention

Article 14

Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'une année, à compter du 1^{er} janvier 2013, renouvelable par tacite reconduction, à l'exception des articles constitutifs de la deuxième partie de la présente convention, qui s'appliquent pour une durée de trois mois à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 15

Modification et dénonciation de la convention

La convention de gestion et de délégation de gestion peut être dénoncée ou modifiée à tout moment, à l'initiative d'un des signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois, dont les agents de la DGEFP et les partenaires sociaux seront informés.

Une notification écrite de la décision de résiliation ainsi que l'information des contrôleurs budgétaires et comptables ministériels sont nécessaires.

Toutefois, cette dénonciation ne porte effet qu'après mise en place effective des règles de gestion substitutives qui peuvent être le retour au droit commun de la PNA.

Un exemplaire de la présente convention est communiqué aux contrôleurs budgétaires et comptables ministériels assignataires des MEF et du MTEFPDS.

La présente convention sera publiée au *BO* de chaque département ministériel concerné, conformément à l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004.

Fait à Paris, le 3 janvier 2013.

*Le secrétaire général des ministères
chargés des affaires sociales,*
D. MORIN

*Le secrétaire général des ministères
économique et financier,*
D. LAMOT